

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#)

[NBB.stat](#)

[Information générale](#)

L'activité économique s'est repliée de 11,8 % au deuxième trimestre de 2020

- **L'emploi intérieur a reculé de 0,8 %**
- **Le taux d'épargne des ménages s'est inscrit en nette hausse, tandis que le solde de financement des administrations publiques s'est sensiblement dégradé**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse dans la présente publication les résultats révisés de la croissance économique pour le deuxième trimestre de 2020.

Dans le même temps, il publie les séries trimestrielles actualisées en cohérence avec les comptes nationaux annuels publiés le 19 octobre 2020.

Croissance économique

Au deuxième trimestre de 2020, le produit intérieur brut (PIB) en **volume**, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier s'est contracté de 11,8 % par rapport au trimestre précédent sous l'effet de la crise du COVID-19. Sur une base annuelle, ceci représente une baisse du PIB de 13,9 %.

La valeur ajoutée s'est repliée de 12,7 % dans l'industrie, de 13,4 % dans la construction et de 11,3 % dans les services.

Les ménages ont réduit leurs dépenses de consommation et leurs investissements de 11,6 et 14,6 % respectivement. De même, les dépenses des administrations publiques se sont inscrites en net recul. Leurs dépenses de consommation se sont contractées de 5,9 %, principalement en raison d'une diminution des dépenses liées aux activités non urgentes dans le secteur des soins de santé (opérations, consultations, etc.) au cours des cinq premières semaines du trimestre. Leurs investissements ont fléchi de 7,8 %. Les investissements des entreprises ont quant à eux baissé de 20,1 %.

Le COVID-19 a également perturbé le commerce international et, par conséquent, les flux d'importations et d'exportations belges. Les exportations de biens et de services ont décliné de 14,2 %, tandis que les importations se sont inscrites en retrait de 14,3 %.

Emploi

Malgré la crise du COVID-19, l'emploi intérieur ne s'est replié que de 0,8 % (37 300 personnes) au deuxième trimestre de 2020 comparativement au trimestre précédent, alors que le volume de travail des salariés s'est contracté de 11,7 %. En effet, les travailleurs qui ont été placés en chômage temporaire restent comptabilisés parmi les personnes occupées, tandis que leurs prestations ont été réduites des suites de la crise sanitaire. La baisse observée de l'emploi intérieur s'explique principalement par le fait que les contrats à très courte durée, comme ceux des intérimaires, des travailleurs occasionnels, des travailleurs flexi-jobs et des étudiants jobistes, n'ont pas été prolongés.

Les branches d'activité qui ont été les plus sévèrement touchées sont l'horeca et les services aux entreprises (dont font partie les agences d'intérim).

Les comptes non financiers des secteurs institutionnels

Les comptes sectoriels sont établis à **prix courants**.

Au deuxième trimestre de 2020, le revenu disponible des ménages a reculé de 2,3 % et leurs dépenses de consommation ont baissé de 11,7 %. Le net repli des dépenses de consommation conjugué à une diminution plus limitée du revenu disponible, a entraîné une hausse du taux d'épargne brut, le portant à 26,6 % du revenu disponible. Ce résultat correspond à une augmentation de 7,7 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Le taux d'investissement des ménages a décliné de 1,2 point de pourcentage pour ressortir à 8,0 % du revenu disponible.

Le taux de marge des sociétés non financières s'est replié au deuxième trimestre de 2020 pour revenir à 40,2 % de la valeur ajoutée. Le recul de l'excédent d'exploitation (-19,2 %) a en effet excédé celui de la valeur ajoutée (-17,2 %). Le taux d'investissement des sociétés non financières s'est lui aussi contracté, revenant à 26,3 % de la valeur ajoutée, contre 27,3 % au premier trimestre. Ce constat est la résultante de la vive contraction des investissements (-20,3 %).

Dans le courant du deuxième trimestre de 2020, le solde de financement des administrations publiques se chiffrait à -14,1 % du PIB, contre -5,5 % du PIB au trimestre précédent. Les recettes publiques se sont montées à 52,3 % du PIB, tandis que les dépenses se sont sensiblement accrues, pour s'établir à 66,3 % du PIB.

Les principales données administratives étaient disponibles, comme il est d'usage, pour cette publication. Toutefois, la pandémie suscite certaines incertitudes. Celles-ci se situent sur le front de la production non marchande et des composantes de l'optique des dépenses, ainsi qu'au niveau de l'estimation de certains transferts entre secteurs.

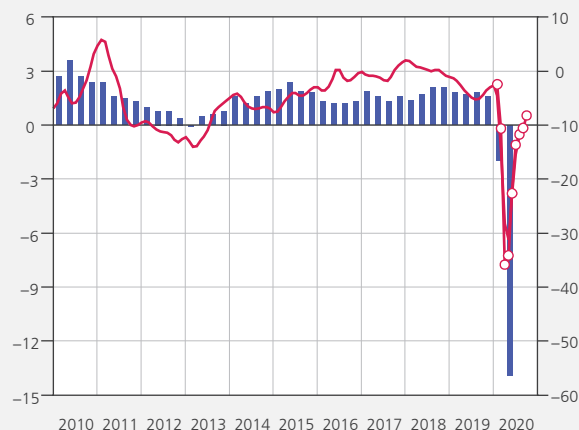
En ce qui concerne la correction des variations saisonnières des séries, les récentes [directives d'Eurostat](#) en la matière ont été suivies afin d'estimer l'impact du COVID-19 aussi précisément que possible.

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport	
	au trimestre correspondant de l'année précédente	au trimestre précédent
2018 I	1,4	0,4
II	1,7	0,5
III	2,1	0,3
IV	2,1	0,9
2019 I	1,8	0,2
II	1,7	0,3
III	1,8	0,5
IV	1,6	0,6
2020 I	-2,0	-3,4
II	-13,9	-11,8

PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



■ Croissance du PIB en volume (pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)

— Enquête de conjoncture (données lissées, échelle de droite)

○ Enquête de conjoncture (données brutes, échelle de droite)

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport au trimestre précédent, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2018		2019				2020	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
1. Valeur ajoutée								
Industrie	-0,1	1,0	0,9	0,1	1,2	0,2	-1,8	-12,7
Construction	1,7	1,3	0,8	-0,1	1,4	2,2	-5,1	-13,4
Services	0,4	0,9	0,0	0,3	0,3	0,5	-3,1	-11,3
P.m. PIB	0,3	0,9	0,2	0,3	0,5	0,6	-3,4	-11,8
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,0	0,4	0,0	0,6	0,8	0,6	-6,7	-11,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,1	0,4	0,4	0,6	0,6	0,7	-2,2	-5,9
Formation brute de capital fixe totale	0,8	2,8	0,3	0,1	0,3	0,6	-4,4	-17,7
Entreprises	0,4	2,7	-0,2	0,4	0,6	1,6	-3,9	-20,1
Logements	2,7	3,1	1,7	0,9	-1,9	0,7	-5,4	-14,6
Administrations publiques	0,1	3,2	1,2	-3,6	3,1	-6,1	-5,2	-7,8
Demande intérieure (hors stocks)	0,2	1,0	0,2	0,5	0,6	0,6	-5,1	-11,7
Variations des stocks (2)	0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,6	0,1	0,8	-0,4
Exportations de biens et de services	0,3	1,0	0,2	-0,1	0,2	1,1	-1,5	-14,2
Importations de biens et de services	0,7	0,8	-0,4	0,4	-0,3	1,3	-2,5	-14,3
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,3	0,1	0,5	-0,4	0,4	-0,1	0,7	-0,1
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	-0,2	-0,8
Volume de travail des salariés	0,3	0,3	0,6	0,2	0,1	0,4	-3,0	-11,7

(1) Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

INDICATEURS-CLÉS DES COMPTES DES SECTEURS*(données en valeur corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

		Ménages (1)		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages)
2018	I	11,4	9,2	41,6	26,7	-0,4
	II	11,4	9,2	41,4	26,8	0,0
	III	11,5	9,4	41,8	26,7	-0,7
	IV	12,1	9,7	42,3	27,0	-2,1
2019	I	13,1	9,8	42,0	27,0	-1,9
	II	13,6	9,8	41,7	27,0	-2,2
	III	13,0	9,7	41,5	27,0	-1,7
	IV	12,5	9,8	41,1	27,3	-1,9
2020	I	18,9	9,2	41,2	27,3	-5,5
	II	26,6	8,0	40,2	26,3	-14,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.